



Etaient présents :	M. Raymond JOYARD - Mme Christianne MAURON - M. Michel MOINE - M. Xavier BOSSAN - Mme Juliette AUGERT - M. Pascal CURTET - M. Luc ALLEGRETTI - Mme Edda GRASSET - Mme Isabelle GREGIS - M. Christophe PERROUSSET - M. Jean-Marie PONCET - Mme Pascale GOUILLOUX - M. Hervé GARBE - Mme Maguy EMPEREUR - Mme Mathilde FAVRE - Mme Claire ZARA-MARMETH - M. Louison DONIER
Excusé :	Mme Françoise DESMIDT
Pouvoirs :	Mme Françoise DESMIDT à Mme Christianne MAURON
Secrétaire de séance :	M. Pascal CURTET

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 25 mai 2020 n'appelle aucune observation, il est approuvé à l'unanimité.

DÉCISION 2020-192-036 (DEVA-054-2020) signée le 28/05/2020 avec AVISO d'un montant de 143.90 € HT soit 172.68 € TTC pour l'achat d'une cocarde et d'insignes pour le Conseil Municipal

1

DELIBERATION N° 2020018 DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Le conseil municipal décide par 18 VOIX POUR (Mme le Maire, concernée, ne prend pas part au vote) de confier les délégations ci-après listées à Mme Sylvie COMUZZI, Maire d'Izernore pour la durée de son mandat.

- 1°) Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- 2°) Fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 3°) Procéder, dans les limites fixées par le budget primitif, le budget supplémentaire et les budgets annexes à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.
- 4°) Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5°) Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6°) Passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7°) Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8°) Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9°) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10°) De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11°) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12°) De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13°) Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14°) Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15°) Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code dans tous les cas ;

16°) Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans tous les cas, devant les juridictions et toutes les étapes de la procédure,

17°) Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans tous les cas ;

18°) Donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19°) Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20°) Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum (fixé à 500 000 € par année civile) ;

21°) Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme ;

22°) Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

23°) Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Le conseil municipal précise que Madame le Maire pourra charger un ou plusieurs adjoints de prendre en son nom, en cas d'empêchement, certaines décisions relevant de la présente délégation.

DELIBERATION N° 2020019 : FIXATION DU NOMBRE DES MEMBRES DU CM AU CCAS ET ELECTION DES REPRESENTANTS DU CM AU CCAS

Le conseil municipal décide à l'unanimité de fixer à 14 (quatorze) le nombre total des membres du conseil d'administration du CCAS et a procédé à l'élection des membres ci-après pour faire partie du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale :

NOM	PRENOM
GRASSET	Edda
AUGERT	Juliette
GREGIS	Isabelle
GARBE	Hervé
EMPEREUR	Maguy
ZARA-MARMETH	Claire
FAVRE	Mathilde

DELIBERATION N° 2020020 : DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE L'ASSEMBLEE SPECIALE DES ACTIONNAIRES DE LA SEMCODA

Le conseil municipal décide à l'unanimité de désigner M. Raymond JOYARD comme représentant à l'assemblée spéciale des communes actionnaires de la SEMCODA. En cas d'indisponibilité du délégué, Madame le Maire représentera la commune à l'assemblée spéciale.

Le délégué devra ensuite présenter au moins une fois par an au conseil municipal un rapport écrit portant sur l'activité de la Société.

Le conseil municipal précise qu'il accepte qu'en tant que de besoin que le délégué fasse acte de candidature pour être désigné administrateur et représenter les communes et les intercommunalités actionnaires.

Il désigne également Mme Sylvie COMUZZI, Maire d'Izernore comme représentant légal de la commune au sein des assemblées ordinaires ou extraordinaires avec possibilité de déléguer à un membre du conseil municipal.

DELIBERATION N° 2020021 : DESIGNATION DES DELEGUES POUR REPRESENTER LA COMMUNE AU SEIN DU SIEA

Le conseil municipal décide à l'unanimité d'élire 2 délégués titulaires et 4 délégués suppléants pour représenter la commune au comité du Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIEA). Il proclame les conseillers municipaux ci-après délégués au SIEA :

JOYARD	Raymond	DELEGUE TITULAIRE
BOSSAN	Xavier	DELEGUE TITULAIRE
MOINE	Michel	DELEGUE TITULAIRE
ALLEGRETTI	Luc	DELEGUE TITULAIRE
PONCET	Jean-Marie	DELEGUE TITULAIRE
GOUILLOUX	Pascale	DELEGUE TITULAIRE

DELIBERATION N° 2020-021 : INDEMNITES DU MAIRE ET DES ADJOINTS :

Le conseil municipal décide à l'unanimité de fixer, à effet du 25 mai 2020, date d'entrée en fonction du maire et des 5 adjoints, le montant de l'indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions.

Les indemnités sont calculées en pourcentage de l'indice majoré 1027 selon le barème fixé pour une population entre 1000 et 3499 habitants, sans excéder le taux maximal, conformément aux article L 2123-23 et 2123-24 du CGCT.

↳ Maire : 51.60 % de l'indice 1027,

↳ Adjoints au Maire : 19.80 % de l'indice 1027

Il précise que ces indemnités seront révisées en fonction de la revalorisation de la valeur du point de l'indice.

DELIBERATION N° 2020022 : MISE EN PLACE DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE POUR LES AGENTS PARTICULIEREMENT MOBILISES PENDANT LA CRISE SANITAIRE :

Le conseil municipal décide à l'unanimité d'attribuer la prime exceptionnelle aux agents titulaires ou contractuels, particulièrement mobilisés pendant la crise sanitaire liée au COVID-19. Le montant attribué ne pourra excéder la somme de 1.000 € ;

Il précise que cette prime exceptionnelle sera versée en une seule fois sur le salaire du mois de juillet, et sera exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

Mme le Maire est chargée par le conseil municipal de fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent dans le respect des dispositions définies ci-dessus.



INFORMATIONS DIVERSES

VIE ECONOMIQUE :

Mme le Maire fait part au conseil municipal des actions menées à ce jour par la commune dans le cadre de la crise sanitaire du COVID 19 :

- Réduction d'un mois de loyer pour les commerçants et professions libérales) locataires de la commune,
(Psychopraticienne, ostéopathe, dentiste, esthéticienne, coiffeuse, café du centre)
- Aide aux commerçants de la somme de 500 € ou 1.000 € attribuée par l'intermédiaire du Pôle du Commerce,
- Le montant des dépenses engagées par la commune s'élève à ce jour à environ 24.000 € et comprend l'achat de masques, gel hydroalcoolique, gants, lingettes et produits de désinfection, protections plexiglas, visières, distributeurs de gel hydroalcoolique, fournitures pour fabrication de masques tissus...
- Dotation de gants, masques et gel hydroalcoolique aux commerçants et professions libérales,
- A noter que l'état doit verser une aide à hauteur de 50 % du montant des frais engagés pour l'achat et la confection des masques soit un 4.614,67 € (aide d'un montant de 2.307,34 €)

VIE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE

Mme Christianne MAURON informe le conseil municipal que dans le cadre de la crise sanitaire du COVID 19 les établissements scolaires ont fermé leurs portes le 16 mars 2020.

La poursuite scolaire a été effectuée à distance par les enseignants, les familles qui n'étaient pas équipées en matériel ou accès internet ont reçu des documents papiers.

Une réouverture partielle selon protocole sanitaire a été mise en place le 14 mai 2020 avec un maximum de 12 enfants par classe pour les grandes sections, cours préparatoire et cours moyen 2. Un accueil permanent des enfants « prioritaires » a été également instaurés (enfants d'enseignants, de soignants...)

Du 04/06/2020 au 04/07/2020 une ouverture plus large est mise en place pour l'accueil d'environ 130 enfants (hors petites sections et moyennes sections) pour 2 jours par semaine d'école chacun. A noter que la diffusion des cours en distanciel se poursuit.

Le prêt de 5 ordinateurs de l'école à des familles non équipées a été mis en place.

Mme le Maire remercie sincèrement les services scolaires et techniques ainsi que M. BAILLY, directeur d'école et l'équipe enseignante pour leur implication dans la mise en œuvre des mesures imposées par le protocole sanitaire.

Les services de transport scolaire et cantine fonctionnent également avec une adaptation suivant le protocole sanitaire imposé par les services de l'état.

De nouvelles instructions sont attendues à partir du 22 juin 2020.

VIE ASSOCIATIVE

M. Xavier BOSSAN informe le conseil municipal que dans le cadre de la crise sanitaire du COVID 19 la commune procède à une réouverture par étape des bâtiments publics aux associations et aux particuliers suivant le protocole sanitaire imposé par les services de l'état.

Une charte de bonne conduite de l'utilisation des bâtiments publics a été élaborée par le secrétariat de mairie et transmise aux présidents d'associations de la commune qui devront en accuser réception. Elle stipule les mesures sanitaires à suivre et à respecter lors de l'utilisation des salles communales pour maintenir la sécurité et le respect des normes hygiéniques pour favoriser le bon vivre ensemble. Il précise que la salle de la Vignette du bas est fermée jusqu'à nouvel ordre.

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆

QUESTIONS DIVERSES

Mme Isabelle GREGIS précise que l'information hebdomadaire communiquée par le secrétariat de mairie aux usagers inscrits sur la liste de diffusion des informations communales pendant la crise sanitaire a été très appréciée.

Mme Sylvie COMUZZI, Maire d'Izernore, lève la séance du conseil municipal.

Sylvie COMUZZI
Maire d'Izernore



Pascal CURTET
Secrétaire de séance

